

Echo d'Iran

Bulletin d'informations sur le mouvement ouvrier en Iran



Février 2008 N° 6

4^e anniversaire du massacre de Khatoon Abad

A l'occasion du 4^e anniversaire de l'assassinat de 4 ouvriers au cours de quatre semaines de manifestations des travailleurs contre les licenciements abusifs et les bas salaires au site minier de Khatoon Abad, à Shahr-é-Babak (Kerman, province sud de l'Iran), 14 associations qui soutiennent le mouvement ouvrier en Iran ont décidé d'organiser une semaine d'action à travers l'Europe, l'Amérique du Nord et l'Australie, du 18 au 26 janvier, afin d'exposer la nature anti-ouvrière du régime iranien !

Ces actions consistent à mieux informer l'opinion publique, et surtout les organisations de travailleurs et de défense des droits élémentaires des travailleurs en Iran, en organisant des meetings, réunions et manifestations dans leur pays de résidence.

La tragédie de Khatoon Abad a marqué un tournant dans le mouvement des travailleurs en Iran. Ils ont constaté que le régime iranien répondait à leur moindre revendication par les balles et une répression inouïe, choses « réservées », croyaient-ils jusqu'alors, aux seuls activistes politiques.

Tandis que les travailleurs protestaient et ...
(Lire la suite page 5.)

Tentative d'assassinat contre un syndicaliste

Durant la matinée du jeudi 18 octobre 2007, trois hommes masqués ont tiré sur Majid Hamidi, 48 ans, employé d'une épicerie et militant syndicaliste à Sanandaj (chef lieu du Kurdistan, Iran). Il a été touché sept fois, au bras, à l'épaule et au cou. Transporté à Téhéran dans un service de chirurgie spécialisé, il est toujours dans un état critique.

Les syndicalistes iraniens sont convaincus que des attaques armées de ce type sont faites avec la connaissance et l'appui du gouvernement. Les militants font déjà face à des emprisonnements, à des tabassages et à toutes formes de persécution dont l'enlèvement de leurs dirigeants syndicaux Mahmoud Salehi, Mansour Osanlou et Ebrahim Madadi.

Les grèves sont réprimées violemment comme à la compagnie d'Etat de canne à sucre de Haft Tapeh. Mais ceci représente une escalade considérable. L'Iran est membre de l'Organisation internationale du travail (OIT) et nous invitons l'OIT à interpellier le gouvernement de Téhéran pour que ces attaques cessent immédiatement.



Dans ce numéro :

4 ^e anniversaire du massacre de Khatoon	1
Tentative d'assassinat contre un syndicaliste	1
Brutale répression contre les étudiants	2
L'arrestation de militants ouvriers continue	3
Manifestation de 500 personnes à Jakarta	4
Déclaration de la Campagne de soutien au mouvement ouvrier iranien	5
Communiqué de presse d'Amnesty	6
Demande de libération de Salehi par la Confédération syndicale suédoise	7
Message de solidarité aux travailleurs du transport en France	8



Publié par : **Solidarité avec les Travailleurs en Iran**

Adresse : S.T.I, 266, av. Daumesnil, 75012 Paris

E-mail: [sstiran@yahoo.fr](mailto:ss tiran@yahoo.fr)

Brutale répression contre les étudiants

Lors la première semaine de décembre 2007, plus de 40 étudiants ont été arrêtés à la veille de la journée de commémoration des luttes du mouvement étudiant en Iran, dite «16 Azar, le Jour de l'étudiant ».

Le 7 décembre 1953, quatre mois après le coup d'Etat sanglant de la CIA contre le gouvernement du Dr Mossadegh qui avait ramené le shah au pouvoir, Richard Nixon, le vice-président américain de l'époque, se rendit à Téhéran. Les étudiants iraniens l'accueillirent par de grandes manifestations pacifiques. Le régime du shah réprima brutalement ces manifestations au cours desquelles 3 étudiants furent tués par les tirs de l'armée. Le lendemain, Nixon recevait son titre de doctorat honorifique à l'université de Téhéran !

Cela fait cinquante-quatre ans que les étudiants iraniens commémorent cette sanglante journée sous le nom de « Jour de l'étudiant ».

Le régime islamique, comme le régime monarchique avant lui, ne tolère pas cette commémoration qui est devenue le symbole de la lutte contre la dictature et l'impérialisme. Tous les ans, le pouvoir empêche les réunions et manifestations en investissant les universités et en arrêtant les militants étudiants.

Cette année, la répression était encore plus forte et le nombre des arrestations encore plus élevé. Les étudiants arrêtés ont été particulièrement maltraités. Ils ont été torturés, privés de visite de leurs familles et avocats et ont passé plus d'un mois et demi dans des cellules individuelles à l'isolement. Les autorités avaient menacé les familles de « châtiments sévères » afin de les empêcher de contacter les médias et les agences internationales.

Malgré cela, des nouvelles très inquiétantes ont circulé concernant l'état de santé des étudiants arrêtés. Le régime les a mis sous pression pour obtenir des « aveux », les accusant avoir agi pour « des intérêts étrangers » et contre « la sécurité de l'Etat ». Déjà en avril 2007, le ministre de l'information et de la sécurité avait ouvertement accusé les militantes féministes, les étudiants et les activistes des mouvements des minorités nationales d'être « à la solde de l'étranger ».

Et comme nous avons déjà rapporté dans nos colonnes, les militants du mouvement ouvrier comme Mansour Osanlou et Mahmoud Salehi, tous les deux souffrants, sont emprisonnés dans des conditions sanitaires... >>

Insupportables. Ils sont accusés des mêmes « crimes » d'« intelligence avec l'étranger ».

La répression est très dure et les forces de sécurité agissent avec une brutalité extrême. On essaie par tous les moyens de faire « avouer » les prisonniers comme l'entendent les autorités du régime islamique. Une nouvelle, non vérifiable, fait état de la mort d'un étudiant sous la torture.

La majorité des étudiants sont « accusés » d'être des socialistes et des communistes qui défendent la démocratie et l'idéal d'égalité entre les hommes et les femmes, les droits des travailleurs et la justice sociale. En fait, leur radicalisme, leur pensée progressiste et leur militantisme font très peur au régime islamique.

Depuis quelques années, avec la polarisation de la société iranienne, la montée du mouvement ouvrier et les nouveaux rapports de force et de classe, on constate une radicalisation des étudiants et l'avènement d'une tendance affirmée de la gauche socialiste et communiste dans le mouvement étudiant en Iran.

Les efforts déployés dans le but d'un rapprochement avec les mouvements féministes et ouvriers et leur montée en puissance inquiètent de plus en plus les responsables du régime qui n'ont d'autre « solution » qu'un recours brutal à la force afin de les éliminer physiquement. Tout cela malgré le fait que déjà, dans les années 1980, sous l'ordre direct de Khomeiny, les autorités avaient organisé une « révolution culturelle...

(Lire la suite page 3)



(Suite de la Page 2.) **Les étudiants victimes de ...**

islamique » très dure et d'une brutalité inouïe qui avait provoqué la fermeture des universités durant trois ans, suivie de la « purification » islamique des universités, d'expulsions massives des enseignants, des professeurs et des étudiants laïcs et de gauche, de meurtres et d'emprisonnements des militants étudiants.

Le régime a instauré des concours idéologiques islamiques, en plus des concours de connaissance scientifique habituels, et différents « filtres et tests islamiques » comme une enquête sur le passé politique et l'opinion des professeurs et des étudiants qui passent tous ces concours. Il y eut aussi l'établissement d'associations islamiques des étudiants et de mosquées au sein même des universités, la nomination d'un représentant spécial du « Guide suprême » dans chaque université. Ces mesures discriminatoires n'ont pas pu empêcher que l'université ne redevienne un centre de la lutte pour la démocratie et contre la dictature, et la montée en puissance de différentes pensées progressistes et modernes de gauche dans ces mêmes universités, quadrillées par toutes sortes d'organes de contrôle policiers omniprésents, surtout dans les grandes villes.

A la suite de cette récente vague de répression, plus de 400 étudiants ont été arrêtés et/ou expulsés des universités. Cela montre, néanmoins, la faillite de la stratégie et des méthodes répressives de la République islamique à l'égard du mouvement étudiant, ainsi que de ses efforts dans le but de transformer l'université en « bras idéologique » du régime.



Photo : Behnam Sadighi

FARS NEWS AGENCY

L'arrestation de militants ouvriers continue

Monsieur Reza Dehghan, militant ouvrier et membre du comité fondateur du Syndicat des travailleurs du bâtiment, a été arrêté et emprisonné le 18 novembre 2007.

Dans une lettre envoyée par ce comité aux syndicats internationaux, le 25 novembre, il est écrit que M. Dehghan a été arrêté par les forces de sécurité sans tenir compte des procédures légales et sans aucune charge contre lui.

Ses parents se sont vus refuser les visites à la tristement célèbre prison d'Evin, où il est enfermé.

Les autorités n'ont pas encore divulgué le motif de l'emprisonnement. M. Dehghan est un proche collaborateur de messieurs Ossanolou et Madadi et, comme eux, a mis tous ses efforts à la création d'un syndicat indépendant.

Un appel est lancé aux activistes et organisations syndicales du monde entier pour aider à la libération de Reza Dehghan et des autres militants ouvriers iraniens actuellement emprisonnés sans inculpation ni charge.

Le 14 décembre 2007, quatre autres syndicalistes qui s'étaient rassemblés dans le parc Chitgar, à Téhéran, pour une réunion familiale, ont été arrêtés par les forces de sécurité. Tout d'abord, M. Gohari, membre du conseil exécutif du Syndicat des travailleurs de Vahed de Téhéran, a été arrêté puis transféré au poste de police. Ensuite, trois de ses camarades, M. Hakimi, membre du comité de coordination des organisations syndicales ouvrières, ainsi que deux activistes nommés Asghari et Gholami, se sont rendus à la police pour se renseigner au sujet de M. Gohari. Mais les trois hommes ont été arrêtés. Ils sont en prison et attendent de comparaître devant le tribunal prochainement.



(Suite de la Page 6.) **Communiqué de presse ...**
reconstituée aujourd'hui sous le nom de Confédération syndicale internationale – en avril 2004, juste avant les manifestations du 1^{er} mai.

Sa condamnation a été annulée en appel. Cependant, à l'issue d'un nouveau procès, Mahmoud Salehi a été condamné, le 11 novembre 2006, à une peine de quatre ans d'emprisonnement pour « *conspiration en vue de commettre des crimes contre la sûreté de l'Etat* ». Il est resté libre jusqu'à une audience d'appel tenue le 11 mars, au cours de laquelle sa peine a été réduite à trois ans avec sursis et une année d'emprisonnement ferme, qu'il a commencée à purger le 9 avril 2007.

ACTION RECOMMANDÉE : dans les appels que vous ferez parvenir le plus vite possible aux destinataires mentionnés ci-après (en persan, en kurde, en anglais ou dans votre propre langue) :

- exhortez les autorités à veiller à ce qu'un diagnostic sérieux soit établi de toute urgence concernant l'état de santé de Mahmoud Salehi, et à ce qu'il soit examiné, s'il y a lieu, par des spécialistes qualifiés, et bénéficie des soins médicaux requis par son état ;

- rappelez à l'administration pénitentiaire qu'en vertu des règles 33 et 34 de l'Ensemble des règles minima pour le traitement des détenus [ONU], les chaînes et les fers ne doivent pas être utilisés en tant que moyens de contrainte, et l'emploi d'autres instruments de contrainte ne doit pas être prolongé au-delà du temps strictement nécessaire ;

- appelez les autorités judiciaires à fournir des informations quant au motif de l'emprisonnement de Mahmoud Salehi ;

- dites-vous inquiet à l'idée que cet homme ait été incarcéré en raison de ses activités syndicales, qu'il semblait pourtant mener de manière pacifique ;

- priez les autorités de le libérer immédiatement et sans condition, car il s'agit d'un prisonnier d'opinion qui est détenu uniquement pour avoir exercé de manière pacifique son droit à la liberté d'expression et d'association ;

- rappelez aux autorités qu'elles doivent s'assurer que cet homme est régulièrement en contact avec ses avocats et sa famille ...

>>

« Libérez Salehi, Libérez Osanlou ! », réclament 500 personnes à Jakarta

Le 2 janvier 2008, le syndicat Kesatuan Pelaut d'Indonésie a organisé une manifestation contre l'emprisonnement et pour la libération de Messieurs Mansour Osanlou et Mahmoud Salehi, deux syndicalistes iraniens emprisonnés. Plus de 500 travailleurs se sont rassemblés devant le palais présidentiel de Jakarta, la capitale.

Mansour Osanlou, président du Syndicat des travailleurs de la Régie du transport de Téhéran et de sa banlieue (Vahed) et Mahmoud Salehi, président de la Saquez Bakers' Union, sont victimes de graves conditions médicales. Les représentants du syndicat ont remis leur message lors de leur rencontre avec le secrétaire du palais présidentiel et ont exprimé leur grande inquiétude concernant la santé de M. Salehi.

Le ministère indonésien des affaires étrangères a promis de prendre contact avec l'ambassade d'Iran et le gouvernement iranien au sujet de la question avant la visite du président Yudhoyono en Iran, qui est prévue pour le 11 janvier.



Communiqué de presse ...

- rappelez également aux autorités qu'elles sont tenues de respecter les dispositions de l'article 22-1 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), qui garantit le droit de constituer des syndicats et d'y adhérer, ainsi que celles des conventions 87 et 98 de l'Organisation internationale du travail (OIT) sur la liberté syndicale et le droit de s'organiser, étant donné que l'Iran est membre de cette organisation.

(Suite de la Page 1) **4^e anniversaire du massacre de Khatoon Abad**

criaient leur colère en scandant

« Payez-nous les salaires impayés, nous devons être rémunérés pour notre travail »,
 « Cessez le saccage des travailleurs, nous devons disposer d'un droit au logement »,
 « Nous avons aussi le droit à une éducation gratuite et à la santé »,
 « Nous réclamons le droit de créer nos propres organisations indépendantes, le droit de grève et le droit d'organiser des rassemblements ».

Le régime a lâché ses forces barbares de sécurité et a fait tirer sur les travailleurs. Voilà les relations entre le gouvernement et le mouvement revendicatif des travailleurs en Iran !

Déclaration de la Campagne de soutien au mouvement ouvrier iranien

- 1 - Nous demandons ouverture d'un procès afin de juger les responsables de l'assassinat des quatre ouvriers tombés pendant la manifestation à Khatoon Abad.
- 2 - Nous demandons l'indemnisation des familles des victimes.
- 3 - Nous demandons l'abolition de tous les contrats temporaires et exigeons la sécurité de l'emploi pour les travailleurs.
- 4 - Nous demandons la liberté immédiate de tous les travailleurs emprisonnés, y compris Mahmoud Salehi, Mansour Osanlou, ainsi qu'une enquête sur l'assassinat du militant syndicaliste Majid Hamidi.
- 5 - Nous demandons le droit d'établissement des organisations indépendantes des travailleurs, le droit à organiser des réunions et le droit de grève, le droit au travail, le droit au logement et le droit à l'éducation, ainsi que la gratuité des services de santé, tout cela constituant des droits fondamentaux des travailleurs iraniens.
- 6 - Tout en défendant le mouvement étudiant, nous appelons à la libération de tous les prisonniers politiques en Iran et en particulier les étudiants et tous ceux qui ont été arrêtés au cours des dernières semaines de décembre 2007 dans les universités iraniennes, à l'occasion de la commémoration du 7 décembre, « le Jour de l'étudiant », commémoré depuis 1953.
- 7 - Nous condamnons fermement l'expulsion des travailleurs afghans et autres travailleurs immigrés.
- 8 - Tout en défendant les justes revendications des mouvements de femmes, nous demandons l'égalité salariale pour les hommes et les femmes et l'abolition de toute forme de discrimination sexuelle.
- 9 - Nous demandons l'interdiction immédiate du travail des enfants dans tous les domaines.
- 10 - Nous nous opposons à l'intervention des militaires et des forces de sécurité dans les conflits du monde du travail.
- 11 - Nous demandons la fin de toutes formes de répression des organisations sociopolitiques par l'Etat.

Vive la solidarité internationale!

A bas le régime capitaliste de la République islamique en Iran!

Le 25 Janvier 2008

Comité de solidarité avec les travailleurs d'Iran - Australie
 Comité du soutien aux travailleurs d'Iran - Toronto, Canada
 Association de solidarité avec les travailleurs d'Iran – Norvège
 Groupe des travailleurs avant-garde en exil – Suisse
 Solidarité socialiste avec les travailleurs en Iran – France
 Comité de solidarité avec les travailleurs d'Iran – Cologne
 Comité de solidarité avec les travailleurs en Iran – Francfort et sa banlieue
 Comité de solidarité avec les travailleurs en Iran – Hanovre
 Comité de solidarité avec les travailleurs en Iran – Hambourg
 Comité de solidarité avec les travailleurs en Iran – Berlin
 Comité de solidarité des travailleurs d'Iran – Stockholm
 Comité de solidarité des travailleurs d'Iran – Gutenberg
 Alliance internationale du soutien aux travailleurs en Iran.
 Association ouvrière Jamal Cheragh-Weisi

Communiqué de presse d'Amnesty International**ACTION URGENTE**

Prisonnier d'opinion / Préoccupations pour la santé Nouveau sujet d'inquiétude: **Mauvais traitements**

IRAN**Mahmoud Salehi (h), leader syndical****18 décembre 2007**

Mahmoud Salehi, porte-parole du Comité organisationnel pour la création de syndicats, aurait été hospitalisé, inconscient, le 11 décembre, après maintes pertes de connaissances en prison entre le 4 et le 10 décembre. Au cours d'une précédente hospitalisation, le 4 décembre ou autour de cette date, les autorités ont placé des attaches sur son lit. Il est possible que cet homme ne reçoive pas tous les soins médicaux dont il a besoin.

Mahmoud Salehi, qu'Amnesty International considère comme un prisonnier d'opinion, a depuis longtemps des problèmes de santé. En mai 2007, son médecin a demandé qu'il soit autorisé à sortir de prison pour recevoir des soins spécialisés, mais sa requête est restée sans suite. Atteint d'une pathologie rénale chronique, Mahmoud Salehi a besoin de subir des dialyses. Il souffrirait également de troubles cardiaques. En décembre 2007, certaines sources ont indiqué qu'il avait un grave œdème intestinal qui pourrait être lié à sa maladie des reins.

Après son admission à l'hôpital de Towhid (ou Tohid) à Sanandaj, dans la province du Kurdistan, Mahmoud Salehi a subi un scanner du cerveau qui a révélé des lésions de vaisseaux sanguins dans cette région. Najibeh Salehzadeh, son épouse, aurait déclaré le 18 décembre : « *L'état de santé physique de mon mari est extrêmement grave. Un de ses reins ne fonctionne plus et comme il ne reçoit pas les soins nécessaires, son autre rein commence à défaillir. Sa pression artérielle est fluctuante et son taux de glycémie très élevé. Il s'évanouit en moyenne deux fois par jour. Le fait que son rein ne soit pas soigné affecte également son cœur. Ses pieds et ses jambes sont enflés et les trop fortes doses de tranquillisants mettent sérieusement en danger sa santé.* »

Mahmoud Salehi figurait parmi un groupe de 20 à 30 prisonniers transférés de force le 4 décembre d'une section à une autre de la prison centrale de Sanandaj. Il n'a eu que peu de temps pour rassembler ses affaires, en outre, son état de santé fait qu'il a été plus lent que les autres prisonniers à obéir à cet ordre, ce qui lui a valu d'être insulté et, selon certaines sources, menacé de mort par un gardien. Mahmoud Salehi a vu sa tension artérielle augmenter des suites, manifestement, du stress qu'il a ressenti lors de ce transfert. Il a donc été conduit, le 4 décembre ou autour de cette date, à l'hôpital de Towhid, où on l'a attaché à son lit et lui a administré des tranquillisants avant son renvoi en prison à une date qu'Amnesty International ignore.

Mahmoud Salehi s'est vu refuser l'autorisation de recevoir la visite de son avocat et de sa famille. Cette dernière, qui vit à 400 kilomètres de Sanandaj, a pu le contacter par téléphone.

INFORMATIONS GÉNÉRALES

Mahmoud Salehi a été arrêté à la suite d'une manifestation pacifique célébrant le 1^{er} mai 2004. En novembre 2005, il a été condamné à cinq années d'emprisonnement et à trois ans d'exil intérieur à Qorveh, dans la province du Kurdistan. Au cours de son procès, le procureur aurait invoqué ses activités syndicales en tant qu'éléments à charge, et fait état d'une réunion qu'il avait tenue avec des responsables de la Confédération internationale des syndicats libres (CISL)... (Lire la suite page 4)

Demande de libération de Salehi par la Confédération syndicale suédoise

Guide suprême de la République islamique d'Iran :

Son Excellence l'Ayatollah Sayed Ali Khamenei
Téhéran,
République islamique d'Iran

21 Décembre 2007

Mahmoud Salehi - Libération pour des raisons humanitaires

Votre Excellence,

Au nom de la Confédération des syndicats suédois, LO, je vous prie d'exhorter les autorités à veiller à ce qu'un diagnostic sérieux soit établi de toute urgence concernant l'état de santé de Monsieur Mahmoud Salehi, et à ce qu'il soit examiné, s'il y a lieu, par des spécialistes qualifiés, et bénéficie des soins médicaux requis par son état de santé.

Nous avons été informés par la Confédération syndicale internationale (CSI) et l'International Transport Workers' Federation (ITF) que M. Mahmoud Salehi, porte-parole du Comité de coordination pour la création d'organisations de travailleurs, Tohid, a été finalement admis à l'hôpital dans la ville de Sanandaj après être entré dans le coma le 11 décembre. Auparavant, il s'est effondré à plusieurs reprises en prison entre les 4 et 10 décembre. Nous savons que Salehi souffre de plusieurs complications depuis longtemps. Nous tenons à porter à votre attention le fait qu'il souffre d'une maladie rénale chronique et grave, à la suite de quoi il avait besoin de dialyse. Il souffre également de troubles cardiaques. Selon notre information, récemment, il a été atteint une grave complication intestinale qui pourrait être liée à sa maladie rénale.

Après son admission à l'hôpital, il a subi un scanner du cerveau et le résultat a révélé que les vaisseaux sanguins de son cerveau avaient été endommagés. Nous déplorons le fait que les autorités l'ont ramené en prison dans un tel état critique.

Nous tenons à faire remarquer qu'aucun travailleur ne devrait être emprisonné pour ses activités syndicales, et bien que nous nous réjouissons de la libération récente de Messieurs Ebrahim Madadi et Reza Dehgan de prison, nous ne pouvons pas ne pas nous inquiéter de la détérioration de l'état de santé de M. Salehi, et exprimer nos graves préoccupations. Ce dernier a fait l'objet de l'attention du monde entier et de nombreuses organisations sont profondément troublées par l'absence de traitement humanitaire de la part des autorités iraniennes.

Nous soulignons une fois de plus que M. Salehi, pour des raisons humanitaires, doit être libéré immédiatement ou au moins avoir suffisamment de soins médicaux d'urgence en dehors de la prison. Compte tenu des circonstances, M. Salehi ne peut pas rester dans les centres de détention pour purger le temps restant de sa peine jusqu'au mois de mars prochain, sans des conséquences graves sur sa santé et au péril de sa vie. Nous en appelons donc à vous pour faire preuve de miséricorde et le libérer pour des raisons humanitaires, ou le gracier.

Confédération des syndicats suédois
Anders Larsson
Secrétaire international

Message de solidarité aux travailleurs du transport en France



Chers travailleurs, amis et militants,

Nous avons été informés du projet du gouvernement français, qui s'inscrit dans l'élargissement de la globalisation, vise la modification des droits de retraite des travailleurs et l'anéantissement de vos acquis en France, ainsi que de la réaction des syndicats français qui ont appelé à une grande grève afin de contrer les attaques des capitalistes, qui piétinent les intérêts des travailleurs, et défendre leurs droits.

Le Syndicat de la Régie du transport de Téhéran et de sa banlieue (« Sherkat-e-Vahed ») soutient fermement votre noble combat et déclare de vive voix : « Vous criez le mal commun des travailleurs du monde ! » La plupart des pays capitalistes ont pour but d'attaquer les acquis des ouvriers pour mettre en marche leurs idées de mondialisation dont l'issue n'est rien d'autre que l'appauvrissement et le chômage des travailleurs. Votre succès incarne la victoire de tous les travailleurs du monde. Dans ce combat, nous sommes à vos côtés.

Comme vous le savez, les syndicalistes de Sherkat-e-Vahed luttent pour la création d'une organisation ouvrière indépendante afin de défendre les droits les plus élémentaires des travailleurs reconnus à l'échelle mondiale. Nous avons subi les pires pressions depuis trois ans. Notre secrétaire national et son adjoint, M. Mansour OSSANLOU et M. Ebrahim MADADI, sont actuellement en prison et les membres du bureau sont poursuivis par les « Tribunaux révolutionnaires » et sont bannis du travail.

Votre victoire dans cette lutte sera celle de tous les travailleurs. Nous sommes persuadés que le seul moyen pour parvenir à la victoire et acquérir notre liberté est la solidarité internationale des travailleurs et la poursuite du combat pour vaincre les injustices et mener une vie digne pour tous les hommes.

Une fois de plus, nous soutenons votre grève et souhaitons votre victoire finale !
Vive la paix, Justice et liberté dans le monde !

Syndicat des travailleurs de la Régie du transport de Téhéran et de sa banlieue ;
 « Sherkat-e-Vahed-e-Autobusrani », Téhéran, 23 novembre 2007.



☐ Je désire être informé-e des initiatives de *Solidarité avec les Travailleurs en Iran* (STI)

☐ Je décide d'être affilié-e à STI

Prénom et nom (organisation) _____

Adresse _____

Téléphone, courrier électronique _____

renvoyer à: *Solidarité avec les Travailleurs en Iran*

Adresse : S.T.I, 266, av. Daumesnil, 75012 Paris

E-mail: sstiran@yahoo.fr